

LE BIEN-ÊTRE

PROPOSITION D'AIDE D'URGENCE AUX MUNICIPALITÉS

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): J'ai une question pour le premier ministre suppléant. Étant donné que les frais de la sécurité sociale dans l'agglomération de Toronto ont monté de 50 p. 100 depuis un an à cause du chômage excessivement grave, hausse qui s'est faite sentir dans toutes les municipalités du pays, le gouvernement envisage-t-il des mesures pour aider ces municipalités à assumer ces fortes dépenses qui résultent du chômage aigu?

M. l'Orateur: Même si la question est importante, j'ai l'impression qu'on l'a posée plusieurs fois ces derniers jours, exactement dans les mêmes termes. L'honorable député voudra peut-être la formuler autrement.

L'hon. M. Hees: Je vais préciser ma question. Le gouvernement songe-t-il à aider la ville de Toronto qui doit faire face à des dépenses très élevées à cause du chômage excessivement grave? On n'a pas posé cette question, monsieur l'Orateur.

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, de nombreuses villes et des provinces nous ont demandé d'augmenter la proportion des frais de la sécurité sociale. Comme on l'a dit chaque fois que la question a été posée, le sujet est à l'étude.

L'hon. M. Hees: Le premier ministre suppléant peut-il dire à la Chambre si la vraie raison pour laquelle le gouvernement refuse d'aider ces municipalités, c'est que la société juste du premier ministre est à court d'argent et à bout de souffle?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS

TORONTO—LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, le premier ministre suppléant nous dirait-il si le gouvernement étudie la demande d'aide formulée par le maire de la ville de Toronto pour dresser une liste de travaux publics destinés à fournir des emplois à la population de Toronto?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas vu moi-même ces demandes, mais je suis certain qu'on y accordera toute l'attention voulue.

LA CRÉATION D'EMPLOIS

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Travaux publics. La politique de son ministère est-elle conforme à l'intention annoncée par le gouvernement d'accélérer le processus décisionnel en ce qui concerne les projets de travaux publics et de les considé-

rer comme des initiatives très importantes? Je lui pose cette question très sérieusement. Si la réponse est affirmative, accepterait-il les recommandations des députés?

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, je crois avoir donné, il y a dix jours environ, une réponse affirmative à une question semblable.

* * *

RADIO-CANADA

INFORMATION CANADA ET L'ACCENT ÉTRANGER—LA QUESTION DES ÉMISSIONS PORNOGRAPHIQUES

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, en l'absence du secrétaire d'État et du ministre sans portefeuille chargé d'Information Canada, je pose ma question au premier ministre suppléant. Le réseau anglais de Radio-Canada a-t-il décidé de se départir de ceux qui n'ont pas l'accent canadien, et pouvons-nous nous attendre à une éclipse de MM. Ron Collister, Gordon Donaldson et autres?

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Diefenbaker: J'espère que cette manifestation des ministériels était un signe d'approbation de ces messieurs. J'aimerais demander au premier ministre suppléant si le gouvernement fait sienne l'opinion exprimée par M. Knowlton Nash, directeur de l'information au réseau anglais, savoir que «toutes choses étant égales, nous accorderions la préférence aux personnes ayant l'accent canadien»?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, j'ignore s'il s'agit d'une question ou d'un commentaire, mais j'en prends note.

Le très hon. M. Diefenbaker: Puis-je alors poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur? Le ministre fera-t-il une déclaration et, par la même occasion, conseillera-t-il à la société Radio-Canada d'éliminer les émissions dégradantes, pornographiques et autres émissions du genre qu'on ne voit que trop souvent de ce temps-ci?

* * *

L'INDUSTRIE

LE CAS DE LA ROLLS-ROYCE—LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LA FABRICATION DE MOTEURS CANADIENS LOCKHEED

M. Murray McBride (Lanark-Renfrew-Carleton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Vu la faillite de la société Rolls-Royce, au Royaume-Uni, et comme on a annoncé hier que la Lockheed Aircraft Corporation of Canada essayait d'obtenir que la construction du moteur RB 211 soit confiée à une compagnie établie au Canada, quelles